



Erdogan, la nouvelle Turquie et nous

**Anticiper la recomposition
des alliances**

**Jean-Sylvestre
Mongrenier**

Note 45
Novembre 2020





L'Institut Thomas More est un think tank libéral-conservateur et indépendant, basé à Bruxelles et Paris. Il est la fois un laboratoire de solutions innovantes, un centre d'expertise et un relais d'influence.

La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa Charte : la liberté et la responsabilité, le respect de la dignité de la personne, la subsidiarité, l'économie de marché, les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

Paris

8, rue Monsigny
F-75 002 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Avenue Walkiers, 45
B-1160 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

Erdogan, la nouvelle Turquie et nous • Anticiper la recomposition des alliances

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note 45

Novembre 2020

Jean-Sylvestre Mongrenier est chercheur associé à l'Institut Thomas More. Titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique et docteur en géopolitique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est conférencier titulaire à l'IHEDN (Institut des Hautes Études de la Défense Nationales, Paris), dont il est ancien auditeur et où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur « Les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne ». Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont récemment *Géopolitique de l'Europe* (PUF, 2020) et *Le Monde vu de Moscou* (PUF, 2020) •



Sommaire

Résumé	5
Une alliance de longue haleine	7
L'illusion rétrospective d'une alliance naturelle	7
L'importance géostratégique de l'alliance turque après 1945	9
Une alliée difficile et indocile	10
Du pivot géopolitique turc à l'acteur géostratégique « Turquie »	11
Les réajustements de l'après-Guerre Froide	11
L'AKP au pouvoir : équivoques et illusions	13
Une « nouvelle Turquie »	14
Turquie, OTAN et Occident : quelles perspectives ?	17
La structure politique interne et la conjoncture internationale	17
Lignes de fuite : trois grands « possibles »	19
« <i>Work in progress</i> » : les réponses aux défis de la Turquie	21
Sortir enfin des paradoxes sorites	23



Résumé

De la Méditerranée au Caucase, la politique révisionniste turque et ses prolongements militaires remettent en cause les solidarités stratégiques censées lier les membres de l'OTAN. Dans le Haut-Karabakh comme en Libye ou dans le Nord syrien, Recep Tayyip Erdogan s'accorde avec Vladimir Poutine pour évincer les Occidentaux. Et tant pis pour ceux qui, en France ou ailleurs, voient dans le Président russe un « Père Fouettard » chargé d'administrer une correction au Grand Turc.

A l'avenir, il n'est pas déraisonnable d'anticiper une poussée turque ou une extension du condominium russo-turc dans le bassin occidental de la Méditerranée. Mises en évidence par l'achat et le prochain déploiement de S-400 russes, les logiques profondes de la géopolitique turque posent donc le bien-fondé de l'appartenance de ce pays à l'OTAN.

Certes, l'Alliance atlantique est une alliance de « grandes personnes » : elle agrège des volontés de puissance et ses principaux membres mènent en son sein des stratégies de prolongement des intérêts nationaux. Il n'en reste pas moins que, au-delà d'un certain seuil, le grand écart n'est plus tenable. Les défis posés par la Turquie peuvent être en partie traités par « segments », dans différents cadres internationaux. Il sera pourtant difficile de faire l'économie d'une mise en demeure, le statut d'allié imposant des obligations réciproques. Ce devait être l'un des objectifs d'une initiative euro-américaine destinée à refonder le partenariat transatlantique.



« Les Turcs n'ont d'autres amis que les Turcs »

Proverbe national •

Krachs boursiers et crises économiques sont les sujets d'une littérature qui pointe les effets paradoxaux des périodes d'expansion et leur rôle dans le déclenchement de causes infimes (l'effet-papillon). En amont de ces accidents et concours de circonstances, les discrets signes annonciateurs et improbables facteurs perturbateurs qui ont échappé au discernement des analystes sont qualifiés de « cygnes noirs ». N'en déplaise au « nez de Cléopâtre » qui, selon Pascal, aurait « changé le monde s'il eût été plus court », les affaires géopolitiques sont parfois soumises à des risques bien connus, mais trop longtemps niés ou relativisés : les « éléphants noirs ». Ainsi en va-t-il du devenir de l'OTAN, obérée non pas tant par des menaces extérieures (elles sont sa raison d'être) que par des fragilités internes. La fureur de Donald Trump a mis en avant les réticences de nombreux alliés européens à investir dans leur appareil militaire, une tendance lourde aux effets destructifs considérables. La question est en voie de résolution, veut-on croire.

Autre problème plus pressant et actuel : la posture stratégique et l'attitude de la « nouvelle Turquie », celle de Recep Tayyip Erdogan et de l'AKP (Parti de la Justice et du Développement). Outre le fait que cet allié au long cours est engagé dans un aventurisme unilatéral, et ce sur plusieurs théâtres, la vue du monde dont le Président turc se fait le héraut et ses ambitions géopolitiques révisionnistes ont rompu en visière avec l'Occident. En témoignent plus particulièrement l'achat et le déploiement à venir de systèmes d'armes russes, les S-400, incompatibles avec la défense aérienne et antimissile de l'OTAN. Si le niveau des enjeux géopolitiques explique le souci de temporiser, le basculement de la « nouvelle Turquie » se précise chaque jour que Dieu fait. Il importe d'anticiper la recomposition en cours des alliances, ses effets et ses implications. Ce nouveau cours doit d'abord être appréhendé au regard des temps longs de l'histoire turque.

Une alliance de longue haleine

L'illusion rétrospective d'une alliance naturelle

Pour les uns, le cours pris par la Turquie depuis l'accès au pouvoir de l'AKP, sous la direction de Recep T. Erdogan, et la transformation du système politique en une autocratie marqueraient une rupture avec le kémalisme. Prenant à la lettre le discours néo-ottoman du Président turc, ils y voient un balbutiement de l'Histoire : « le Grand Turc est de retour ». En vérité, la pensée et l'action de Mustafa Kemal Atatürk n'étaient pas destinées à déboucher sur l'entrée de la Turquie dans l'OTAN. Certes, le projet de modernisation censé consolider le nouvel État-nation turc, avec l'Anatolie pour assise géographique, induisait une certaine occidentalisation des institutions et des pratiques. Mais un tel projet ne constituait pas une nouveauté radicale. Depuis l'expédition d'Égypte conduite par le général Bonaparte, en 1798, l'Empire ottoman et le monde islamique avaient pris conscience de leur retard sur l'Occident. Diverses tentatives modernisatrices (les « Tanzimats ») furent mises en œuvre au cours du XIX^e siècle, sans que la Sublime Porte ne puisse combler ce retard historique. Les Jeunes-Turcs n'y parvinrent pas plus (**focus 1**). D'autre part, le kémalisme n'était pas réductible à ce que l'historien britannique Arnold Toynbee nommait



un « hérodianisme », entendu comme une imitation servile de la civilisation occidentale et de ses réalisations (1). Aux yeux du « Père des Turcs » (Atatürk), comme à ceux des modernisateurs ottomans, l'Occident était assimilé à la science, universelle par définition. Le projet de modernisation scientifique, technique et économique n'excluait pas un développement national aux ambitions plus larges.

Sur le plan de la politique étrangère, l'avènement de la République turque se fait envers et contre les puissances occidentales, qui ont négocié le traité de Sèvres (10 août 1920), toujours officiellement honni bien qu'il n'ait pas été appliqué (la démobilisation militaire de l'Entente le rendait inapplicable). En guerre contre la Grèce que soutient l'Angleterre, Mustafa Kemal envoie une délégation turque au Congrès de Bakou (septembre 1920) où Zinoviev prêche une sorte de « *bolchevismudjihad* ». Kémalistes et Bolchéviques passent une alliance, les seconds fournissant de l'or et du matériel militaire aux premiers (traité de Moscou, 16 mars 1921). Ainsi les bolcheviks voulaient-ils empêcher Britanniques et Français de s'installer dans les détroits turcs (Bosphore et Dardanelles), afin d'empêcher une ingérence future dans les conflits internes à la Russie (les Alliés soutenaient les « armées blanches », avant d'en venir à une politique du « cordon sanitaire »). Après la guerre d'Indépendance (1919-1922), Mustafa Kemal conduit une politique d'équilibre visant à consolider l'indépendance nationale : un traité d'amitié et de neutralité avec l'URSS (27 décembre 1925) ; une Entente balkanique à l'ouest (février 1934), fondée sur l'idée de bon voisinage entre la Turquie, la Roumanie et la Yougoslavie ; un traité comparable à l'est, le Pacte de Saadabad (1937), qui comportait un volet antikurde, la Turquie, l'Irak et l'Iran appréhendant l'irrédentisme kurde (l'Afghanistan, signataire de ce pacte, n'était pas concerné).

Le rapprochement avec les puissances occidentales n'intervient qu'à la suite de la guerre d'Éthiopie (1935-1936). Présente à Rhodes et dans l'archipel du Dodécanèse, à proximité immédiate de l'Anatolie, l'Italie fasciste accroît son pouvoir et son influence en Méditerranée orientale, dans la mer Rouge et dans la Corne de l'Afrique. Marquée par la guerre de Libye au cours de laquelle Mustafa Kemal s'illustra (1911-1912), la Turquie voit une menace dans les ambitions « romaines » de Mussolini, en Méditerranée comme dans la mer Rouge. Avec Paris, Ankara signe donc un traité d'amitié et de neutralité (4 juillet 1938), bientôt suivi du rattachement du Sandjak d'Alexandrette à la Turquie (23 juin 1939). Ces avancées diplomatiques

Focus 1 • Les Jeunes-Turcs

Le mouvement des Jeunes-Turcs est fondé le 14 juillet 1889, à l'École de médecine militaire d'Istanbul, et il se réclame de la société des Jeunes-Ottomans. Oscillant entre réformisme et révolutionnarisme, les Jeunes-Turcs sont travaillés par différentes tendances – libéralisme décentralisateur prenant en compte les différentes nationalités, panislamisme, nationalisme pantouranien – qui se retrouvent sur l'opposition à Abdülhamid II (sultan de 1876 à 1909), l'appel à restaurer la constitution de 1876 et la régénération de l'Empire ottoman sur la base d'emprunts à l'Occident. Le premier congrès est organisé à Paris (1902) et les différents comités sont ensuite réunis au sein du Comité Union et Progrès (1907). Le soulèvement de l'été 1908 conduit le sultan à rétablir la Constitution et à organiser des élections. À l'issue d'une période troublée, Abdülhamid II est déposé et remplacé par son frère, Mehmed V (sultan de 1909 à 1918).



(1) Les catégories d'Arnold Toynbee sont reprises par Samuel P. Huntington dans son *Clash of civilizations*, publié en 1996.

s'inscrivent dans une négociation d'ensemble qui vise à solidariser les intérêts français, britanniques et turcs. Quelques semaines après l'ouverture de la Seconde Guerre mondiale, le 1^{er} septembre 1939, Paris, Londres et Ankara contractent une alliance défensive (19 octobre 1939). Toutefois, la Turquie demeurera à l'écart de la guerre, manœuvrant entre l'Axe et les Anglo-Américains desquels elle se rapproche à partir de 1943. C'est à peu près au moment où se tient la conférence de Yalta, en février 1945, qu'Ankara se résout à déclarer la guerre à l'Allemagne (1).

L'importance géostratégique de l'alliance turque après 1945

Aisé à comprendre du fait du « renversement de la marée » (Winston Churchill) et de la perspective d'une défaite allemande, le redéploiement diplomatique turc vers les Anglo-Américains s'explique aussi par la menace soviétique. Le 19 mars 1945, Staline dénonce le traité d'amitié et de neutralité signé vingt ans plus tôt et pose de nouvelles exigences : la révision de la Convention de Montreux (1936), l'ouverture de bases soviétiques dans les Détroits, la cession des districts de Kars et Ardahan dans la partie orientale de l'Anatolie. Le successeur de Mustafa Kemal, Ismet İnönü, se tourne donc vers les États-Unis qui envoient un bâtiment de guerre afin de signifier leur soutien. Lorsqu'il énonce la doctrine du *containment*, le 12 mars 1947, le Président des États-Unis, Harry Truman, mentionne le cas de la Turquie. Celle-ci bénéficie du plan Marshall et, l'année suivante, intègre donc l'OECE (Organisation européenne de coopération économique). Six mois après la création du Conseil de l'Europe, elle y adhère. Engagée de vive force dans la guerre de Corée (1950-1953), la Turquie est admise à l'intérieur de l'OTAN, en même temps que la Grèce (1952). En quelque sorte, elle est devenue un membre honoraire du club occidental.

Dans les configurations géopolitiques que recouvre l'expression de « Guerre Froide », la Turquie présente un certain nombre d'avantages géostratégiques. Les détroits du Bosphore et des Dardanelles commandent le passage entre la mer Noire, potentiellement transformée en « lac » soviétique, et la Méditerranée orientale. Ainsi renoue-t-elle avec la fonction de l'Empire ottoman depuis la guerre de Crimée (1853-1856) : contrecarrer la version soviétique de la « stratégie des mers chaudes ». Puissance régionale montant la garde sur le flanc sud-ouest de l'URSS, la Turquie est par ailleurs comparable à un balcon septentrional qui surplombe le Moyen-Orient arabe, travaillé par le nassérisme et un nationalisme volontiers pro-soviétique (Moscou n'hésite d'ailleurs pas à jouer aussi la carte de l'islamisme). Ainsi la Turquie est-elle partie prenante du Pacte de Bagdad (1955), une sorte d'« OTAN moyen-orientale » à la destinée malheureuse ; après le coup d'État baasiste irakien, en 1958, le Pacte de Bagdad devient le CENTO (Central Treaty Organisation), dissous après la révolution islamique iranienne (1979). Celle-ci redonne toute son importance à l'alliance turco-occidentale, le « modèle turc » (l'expression n'est pas encore utilisée) étant vu à Washington comme la réponse à apporter à la vague islamiste qui balaye le Moyen-Orient. Victorieuse, la révolution iranienne se veut en effet panislamique. Cette même année, un commando islamiste prend d'assaut la Mecque (20 novembre-4décembre 1979). Enfin, le 24 décembre

● (1) Il faut avoir à l'esprit que l'armée turque comprenait nombre d'officiers supérieurs formés par le général allemand Otto Liman von Sanders, à l'époque de la Première Guerre mondiale. Ainsi le maréchal Fevzik Çakmak, chef d'état-major de l'armée turque après avoir occupé cette même fonction dans l'armée ottomane, compagnon de Mustafa Kemal et co-fondateur de la République turque, était proche de l'Allemagne. Lorsque la Turquie, à partir de 1943, se rapproche des Anglo-Américains, il doit renoncer à ses fonctions (1944). Fevzik Çakmak s'engage en politique et met à profit le passage au multipartisme pour combattre les Kémalistes. A sa mort, ses funérailles prennent l'allure d'une manifestation de l'Islam politique turc.



1979, des *spetznaz* s'emparent de l'aéroport de Kaboul, l'invasion soviétique de l'Afghanistan stimulant l'Islam politique et le djihadisme dans leurs différentes formes.

En somme, la vision de la Turquie en tant qu'alliée est avant tout fonctionnelle : un pays dirigé par des militaires par vocation axés sur les réalités stratégiques, ayant fait leur la cause de l'OTAN. Cette forme de technocratie militaire dispose d'un territoire qui concentre des avantages géostratégiques sans pareils, exploités au mieux par les États-Unis et leurs alliés occidentaux (voir la base d'Incirlik dont le nom revient constamment). La Turquie est davantage vue comme un pivot géopolitique qu'un acteur géostratégique de plein exercice (1). C'est ce que le nouveau régime turc reproche à cette « technocratie militaire » : ne pas avoir érigé la Turquie en un véritable sujet politique. Amie, alliée et alignée, elle se serait révélée incapable d'élaborer sa propre vision du monde et de définir un projet politique indépendant, porté par une stratégie d'ensemble, une « *grand strategy* ». De fait, les militaires qui tiennent sous tutelle la république kémaliste définissent de manière étroite les intérêts de l'État-nation turc : respect de l'intégrité territoriale, stabilité de l'environnement géopolitique régional, sécularisme des institutions. A l'exception du cas chypriote, ils se défient des interventions extérieures et ne sont pas emportés par une quelconque hubris idéologique.

Une alliée difficile et indocile

Une vision seulement fonctionnelle de la Turquie d'alors sous-estimerait pourtant le degré d'autonomie du pays, les représentations géopolitiques de ses dirigeants, militaires et civils, l'intention stratégique du régime de l'époque. En vérité, si la domination des militaires sur la chose politique explique en partie la prédilection pour l'OTAN, l'importance des États-Unis pour la protection des intérêts de sécurité turcs ne saurait être négligée. La dépendance stratégique multiforme à l'égard des États-Unis, particulièrement dans le domaine des équipements et des technologies militaires, n'a pas empêché par ailleurs la survenue de multiples crises, la Turquie se révélant une alliée difficile et indocile. Les coups d'États successifs d'une armée érigée en gardienne du temple kémaliste (1960, 1971 et 1980) ont ainsi contraint les États-Unis et leurs alliés européens à des arbitrages malaisés entre intérêts stratégiques et valeurs fondatrices du camp occidental. A plusieurs reprises, il a fallu transiger et faire preuve de « patience stratégique », les militaires au pouvoir résistant aux pressions politiques des États-Unis et de leurs alliés européens.

Les prodromes et les développements de la crise chypriote ont également provoqué bien des remous. Précédemment ébranlés par le retrait des fusées Thor et Jupiter dans l'année qui suivit la crise de Cuba (1962), et ce sans consultation bilatérale, les dirigeants turcs prennent ombrage d'une lettre du Président américain Johnson leur signifiant que les armes livrées par les États-Unis ne doivent pas être employées contre Chypre (5 juin 1964). En 1974, l'invasion de la partie nord de l'île (opération « Attila ») provoque une grave crise turco-américaine. Quand les États-Unis mettent en place un embargo sur les armes, la

(1) Dans *Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde* (Bayard, 1997), Zbigniew Brzezinski distingue les « pivots géopolitiques » des « acteurs géostratégiques ». Les acteurs géostratégiques sont des États dotés d'une capacité critique et d'une volonté nationale suffisamment affirmée pour exercer leur puissance au-delà de leurs frontières, afin de modifier les rapports de force internationaux. La notion de « pivot géopolitique » renvoie à des États dont l'importance tient moins à leur volonté de puissance et à leur pouvoir effectif qu'à leur situation géographique sensible et à leur vulnérabilité potentielle, lesquelles influent sur le comportement des acteurs géostratégiques.



Turquie répond en leur interdisant l'accès à plusieurs bases militaires, à l'exception de celle d'Incirlik (1). L'affaire ne dure pas, mais les dirigeants turcs ont alors eu l'occasion de montrer leur détermination. Un demi-siècle après la lettre de Johnson, la partie nord de Chypre est toujours occupée et l'île est au cœur des tensions en Méditerranée orientale et le candidat d'Ankara a emporté l'élection présidentielle d'octobre 2020 (2).

Les guerres et déchirements du Moyen-Orient ont été à l'origine d'autres désaccords entre la Turquie et ses alliés occidentaux. Malgré l'établissement précoce de relations diplomatiques entre Ankara et Tel-Aviv (1949), les guerres israélo-arabes ont par la suite ont distendu les liens. Lors de la guerre du Kippour, le gouvernement turc a refusé que les bases mises à disposition des États-Unis soient utilisées pour soutenir le pont aérien à destination d'Israël. Inversement, l'espace aérien turc était ouvert aux avions soviétiques qui ravitaillaient les États arabes belligérants. Au cours de cette période, la Turquie dite kémaliste intègre l'Organisation de la Conférence islamique (1969). En 1975, elle reconnaît l'OLP (Organisation de libération de la Palestine). Sur fond de chocs pétroliers, les relations économiques et commerciales avec les pays arabes se développent. Certes, la révolution islamique iranienne au début de l'année 1979, et l'invasion soviétique de l'Afghanistan à la fin de l'année, entraînent un réalignement occidental. Du côté américain germe l'idée d'un « modèle turc » qu'il faudrait promouvoir pour combattre l'islamisme. L'examen des faits montre pourtant que les relations turco-occidentales lors de la Guerre Froide ne furent pas un long fleuve tranquille.

Du pivot géopolitique turc à l'acteur géostratégique « Turquie »

Les réajustements de l'après-Guerre Froide

A bien des égards donc, les difficultés rencontrées lors de la Guerre Froide annoncent et préfigurent celles des temps présents. Vaille que vaille, la Turquie n'en était pas moins demeurée une alliée fidèle et subordonnée, postulant à la pleine insertion à l'Occident, défini et compris comme projet de modernisation plus qu'héritage de civilisation. De ce point de vue, l'officialisation en 1987 de la candidature turque à la CEE (Communauté économique européenne), s'inscrit dans le prolongement des choix posés au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Subordonnée, la Turquie l'est non pas du seul fait de la dissymétrie des relations entre Washington et Ankara. Elle est maintenue à l'extérieur des directoires

(1) La coopération militaire turco-américaine est amorcée en 1943 et se traduit par l'ouverture d'une base à Adana, située sur les côtes turques de la Méditerranée orientale. Cette coopération préfigure la construction de la base d'Incirlik, à partir de 1951, sur la base d'un accord turco-américain. Située à 12 km d'Adana, cette base est opérationnelle depuis 1955 et elle accueille des éléments de l'US Air Force en Europe qui participent du dispositif de l'OTAN. Lors des phases de tensions entre la Turquie et ses alliés, la question de la base d'Incirlik est régulièrement posée sur la table : Ankara limite ou menace de limiter l'accès de la base à ses alliés, voire de les en exclure. La question est d'autant plus vive que des armes nucléaires tactiques américaines sont déployées sur cette base (selon des informations non confirmées, ces armes auraient été retirées).

(2) Voir Jean-Sylvestre Mongrenier, « Présidentielle à Chypre-Nord : on s'achemine vers une recomposition des alliances », RFI, 19 octobre 2020, [disponible ici](#).



informels qui donnent sens et substance à l'Occident : le P3 au sein du Conseil de sécurité de l'ONU (Washington, Londres, Paris), le *Quad* à l'intérieur de l'OTAN (le P3 plus la RFA) (1) ou encore le G-7 à l'échelon mondial (les mêmes plus le Canada, l'Italie et le Japon). L'objectif implicite qui guide la diplomatie turque de l'après-Guerre Froide est de rehausser son statut au sein des instances euro-atlantiques, de se poser désormais en acteur géostratégique de plein exercice, voire de s'émanciper de la tutelle occidentale. Dans l'immédiat, les dirigeants turcs semblent pourtant craindre de perdre leur rente de situation stratégique, mais la guerre du Golfe (1991) les convainc rapidement du contraire.

Lorsqu'au sortir de la Guerre Froide décision est prise de perpétuer et de renouveler l'Alliance atlantique, Ankara soutient le projet d'une « nouvelle OTAN ». Si la première phase de l'élargissement à l'Est, en Europe centrale, ne recouvre pas d'intérêts stratégiques spécifiquement turcs, la deuxième phase est plus importante à ces yeux. Riveraines de la mer Noire, la Bulgarie et la Roumanie sont parties prenantes du « big bang » de 2004. Or la Turquie est le maître d'œuvre du projet d'Organisation économique de coopération de la Mer Noire (OECMN, 1992). Dans cette zone, elle recherche tout à la fois un rôle et une certaine stabilité géopolitique. La prétention à une forme d'hégémonie, en bonne entente avec la Russie post-soviétique, conduit la Turquie à limiter l'action de l'OTAN dans le bassin de la mer Noire. Au moyen d'une coopération navale entre riverains (*Black Sea Force*) et d'une opération commune (*Black Sea Harmony*), elle privilégie un schéma régional qui valorise ses « avantages comparatifs » dans la zone. Dans les Balkans, la Turquie participe aux opérations des années 1990 puis soutient l'élargissement de l'OTAN à des pays autrefois sous domination ottomane. A l'abri du multilatéralisme atlantique, Ankara renforce son système de relations bilatérales, y compris dans le domaine militaire (on pense, par exemple, à la coopération militaire avec l'Albanie).

Dès les années 1990, les visées géopolitiques vont bien au-delà de l'environnement immédiat de la Turquie. En bonne intelligence avec les États-Unis, qui redoutent l'expansionnisme idéologique de l'Iran chiite ou du salafisme sunnite à travers l'Eurasie post-soviétique, l'objectif turc est de développer sa présence, son influence et son commerce dans le Caucase ainsi qu'en Asie centrale (l'ancien Turkestan russe). Ainsi voit-on alors se développer une forme spécifique d'eurasisme, « à la turca », un syncrétisme qui combine la thématique du « pont » entre l'Orient et l'Occident, celle du pantouranisme (« De l'Adriatique à la muraille de Chine »), voire du panislamisme. Préfiguré d'une certaine manière par la « synthèse turco-islamique » des militaires, auteurs d'un coup d'État en 1980 (voir *infra*), cet eurasisme turc est porté par Turgut Özal, une personnalité politique qui tient un rôle essentiel lors du retour de la Turquie à la démocratie (musclée) (2). Simultanément, les dirigeants turcs entendent augmenter l'influence de leur pays et accroître ses parts de marché au Moyen-Orient. A maints égards, ces ambitions géopolitiques nouvelles préfigurent la diplomatie théorisée et conduite par Ahmet Davutoglu après l'accès au pouvoir de l'AKP (3). Pourtant, ces ambitions excèdent les moyens de la Turquie qui se heurte



(1) Dans les années 1990, le *Quad* euro-atlantique s'est agrégé l'Italie, devenant ainsi un *Quint*. De tels « formats » permettent de surmonter les défis inhérents à l'élargissement de l'OTAN et au principe de l'unanimité entre les Alliés. Ils facilitent la formation du consensus atlantique nécessaire aux décisions politico-militaires de l'Alliance.

(2) Technocrate ayant servi à la Banque mondiale (Washington), Turgut Özal est une personnalité réputée libérale (au sens strictement économique du terme) qui se tient à la croisée des organismes internationaux, des milieux d'affaires et des confréries religieuses (il est proche de la confrérie *Nakşibendiye*). Premier ministre de 1983 à 1989, lors du retour à la démocratie, il préside ensuite la République turque (1989-1993), un mandat brutalement interrompu par sa disparition.

(3) Universitaire né en 1959 dans le district de Konya (une ville réputée pieuse), Ahmet Davutoglu est l'auteur de *Profondeurs stratégiques*, un ouvrage qui lui a valu d'être complaisamment surnommé le « Kissinger turc ». Conseiller diplomatique du premier Président turc issu de l'AKP, Abdullah Gül, Ahmet Davutoglu était considéré comme un ministre des Affaires étrangères de l'ombre. De 2009 à 2014, il est le ministre des Affaires étrangères de Recep T. Erdogan, puis devient son Premier ministre (2014-2016). En 2019, il quitte les rangs de l'AKP, dénonce le culte de la personnalité qui entoure le Président turc et annonce la création d'une nouvelle force politique : le Parti du Futur (décembre 2019).

à des obstacles internes (crise économique, épuisement du système politico-partisan) et externes (résistance et retour de puissance des États tiers dans les zones convoitées). La crise puis la guerre du Golfe (1990-1991) révèlent des désaccords avec les États-Unis et les alliés occidentaux, notamment sur la question kurde (1).

L'AKP au pouvoir : équivoques et illusions

C'est sur fond de graves difficultés politiques et économiques, amplifiées par les effets du tremblement de terre de 1999 (la fragilité des constructions a mis en évidence le niveau de corruption des dirigeants turcs), que l'AKP remporte les élections législatives de 2002. Au demeurant, ce parti n'est jamais qu'une nouvelle figure de l'Islam politique incarné de longue date par Necmettin Erbakan, vieux routier de l'islamisme et fondateur du *Milli Görüs* (2). L'AKP a pourtant su donner le change et se présenter aux alliés occidentaux de la Turquie comme une opportunité historique : une possible conciliation entre Islam, démocratie et marché. Fleurissent alors des comparaisons hâtives, pour ne pas dire hors de propos, entre l'« islamo-conservatisme » d'une part, de l'autre le « *conservatism* » anglo-saxon (démocratie de marché, religion et valeurs traditionnelles), voire une assimilation à la démocratie chrétienne européenne. Doit-on parler d'un « agenda caché » de l'AKP qui serait parvenu à bernier ses interlocuteurs occidentaux ou bien ces derniers, par méconnaissance des ressorts profonds de l'Islam politique, se sont-ils auto-illusionnés ? L'épisode fait songer à Anaïs Nin : « Nous ne voyons jamais les choses telles qu'elles sont, nous les voyons telles que nous sommes ».

Les premiers accrocs entre les États-Unis et l'AKP au pouvoir ne tardent pas, mais ils sont estompés par la profondeur de la crise irakienne qui suit l'intervention en Afghanistan, contre Al-Qaeda et leurs protecteurs talibans. La volonté de l'Administration Bush de renverser Saddam Hussein provoque une grande querelle diplomatique qui divise profondément le camp occidental et les instances euro-atlantiques (2002-2003). Dans la période qui précède la guerre d'Irak, Recep T. Erdogan et l'AKP semblent céder aux pressions et incitations des États-Unis qui veulent ouvrir un deuxième front, à partir du territoire turc, dans le Nord irakien. Pourtant, des députés de base de l'AKP font basculer le vote parlementaire censé autoriser le passage de troupes anglo-américaines sur le territoire turc : il n'y aura pas de deuxième front. L'affaire se double d'une crise à l'OTAN. La France, l'Allemagne et la Belgique s'opposent en effet à ce que des garanties de sécurité soient apportées à la Turquie lors de la guerre à venir, garanties

(1) La moindre emprise de Saddam Hussein sur l'Irak, après la guerre du Golfe, met au premier plan la question d'une autonomie du Kurdistan irakien, bientôt protégée par une zone d'exclusion aérienne qu'assurent les États-Unis, le Royaume-Uni et la France (opération *Provide Comfort*, 1991-1996). La Turquie et les autres pays entre lesquels se répartissent les populations kurdes (la Syrie et l'Iran en sus de l'Irak) s'en inquiètent. Par ailleurs, la préparation de la guerre contre l'Irak a mis en exergue les possibilités d'une riposte irakienne sur le sol turc et donc une possible activation de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord : les réticences de certains alliés européens suscitent l'inquiétude d'Ankara. Enfin, le conflit a des retombées négatives sur la Turquie : afflux de réfugiés et coupure de l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan.

(2) Mouvement islamique par lequel l'actuel président turc, Recep T. Erdogan, est passé. Fondé à Cologne en 1969 par Necmettin Erbakan (1926-2011), inlassable promoteur de l'islam politique en Turquie, le *Milli Görüs* (« Vision nationale ») est présent dans toute l'Europe où il s'efforce d'encadrer la diaspora turque. Ce mouvement a été également la matrice de plusieurs partis politiques islamistes dont le Parti de l'ordre national (*Milli Nizam Partisi*, 1970-1971), le Parti du salut national (*Milli Selamet Partisi*, 1972-1981), du Parti du bien-être (*Refah*, 1983-1998) ou encore le Parti de la Vertu (*Fazilet Partisi* 1988-2001). Fondé en 2001 et porté au pouvoir l'année suivante, l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*) constitue l'aboutissement du long chemin politique tracé par le *Milli Görüs*.



matérialisées par le déploiement de missiles *Patriots* sous couvert de l'OTAN. Cette position tripartite n'exclut pas des accords bilatéraux afin d'assurer la protection aérienne du territoire turc. L'objectif est d'empêcher que l'OTAN en tant que telle soit engagée dans une guerre que la France, l'Allemagne et la Belgique réprouvent. Précédemment échaudé lors de la Guerre du Golfe, l'*establishment* diplomatico-militaire turc y voit pour sa part une marque de mépris à l'égard des intérêts de sécurité du pays.

L'idée que les alliés occidentaux maltraitent la Turquie fait son chemin d'autant plus que les développements malheureux de la guerre d'Irak mettent en exergue la question kurde : le Kurdistan irakien acquiert une véritable autonomie politique et administrative au sein d'une fédération irakienne (une nouvelle Constitution est adoptée en 2005) (1). Par ailleurs, sitôt officiellement ouverte, la candidature turque à l'Union européenne se heurte à la force des choses, qu'il s'agisse de réformes touchant vite leurs limites ou du refus des opinions publiques européennes qui bientôt trouve une traduction politique (2). Malgré le maintien de la solidarité stratégique turco-occidentale, sur le théâtre afghan comme dans la « transformation » générale de l'OTAN (refonte de la structure du commandement et des forces, selon une logique expéditionnaire), les germes de la prochaine crise sont là. En février 2011, l'intervention militaire dans la guerre de Libye, voulue par la France et le Royaume-Uni, suscite la forte opposition de la Turquie. Elle ne s'y rallie qu'après le passage de l'opération sous le commandement de l'OTAN. Ce n'est que le début d'un « Printemps arabe » qui bouleverse le *statu quo* régional, prend à contrepied la « diplomatie Davutoglu » (3), tout aussi surprise que les diplomaties occidentales, et révèle au grand jour les palinodies de l'Administration Obama au Moyen-Orient.

Une « nouvelle Turquie »

Initialement bousculée par le nouveau cours des choses, la Turquie se métamorphose à vitesse accélérée. En vérité, le processus est amorcé dans la deuxième partie de la décennie 2000, alors que la voie européenne se révèle illusoire. Soutenue par le FMI, la croissance économique qui a permis l'envol des revenus s'essouffle dès avant la crise économique et financière de 2008. Le choc qui suit est violent et révèle les fragilités d'une économie émergente, très dépendante des capitaux et marchés extérieurs. Sur le plan politique en revanche, le danger militaro-kémaliste semble dissipé. Désormais hégémonique, l'AKP contrôle le processus politique et remporte élection sur élection. Avec la précieuse aide de la

(1) La « nouvelle Turquie » de l'AKP a su cependant trouver un *modus vivendi* avec le Kurdistan irakien fondé sur une hostilité partagée à l'encontre du PKK, d'étroites connexions énergétiques et d'importants échanges commerciaux. Ainsi le pétrole des champs de Tawke et de Taq Taq (Kurdistan irakien) est-il exporté par oléoduc vers les terminaux turcs de Ceyhan. Un temps ébranlé par l'organisation malheureuse d'un référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien, le 25 septembre 2017, le partenariat Ankara-Erbil a depuis été refondé.

(2) Les négociations sur l'adhésion de la Turquie commencent en 2005 et, rapidement, se révèlent laborieuses. En 2006, Angela Merkel se rend pour la première fois en Turquie, en tant que Chancelière, et changement des positions allemandes, et se heurte au refus de Recep T. Erdogan de reconnaître la République de Chypre. Aussi est-elle confortée dans son scepticisme à l'égard de la candidature turque. En France, Nicolas Sarkozy s'est fermement opposé à ladite candidature lors de la campagne présidentielle de 2007.

(3) En témoigne l'investissement diplomatique turc dans un partenariat économique et commercial avec la Syrie de Bachar Al-Assad (l'axe Ankara-Damas est censé porter une zone régionale de libre-échange), avec des prolongements militaires et stratégiques qui sèment déjà le doute à l'intérieur de l'OTAN (organisation d'exercices militaires avec la Syrie par ailleurs alliée de la République islamique iranienne).

Focus 2 • Splendeur et chute de la confrérie de Fethullah Gülen

Créé à partir de 1974, le mouvement de Fethullah Gülen est issu des Nourdjous (les « Partisans de la lumière »), apparu à la fin du XIX^e siècle. Puissante mouvance de l'islam turc contemporain, les Nourdjous ont été fondés par Saïd Nursi (1878-1960), opposé au système traditionnel des confréries qu'il estimait inadapté à la modernité et responsable du déclin de l'Empire ottoman. Les Nourdjous et le courant de Gülen se présentent comme des « communautés » (*Cemaat*) qui défendent le soufisme (le noyau initiatique de la religion islamique) contre le confrérisme. En 1974, Fethullah Gülen se sépare du mouvement nourdjou afin de privilégier l'action politique, sociale et éducative, notamment à travers l'établissement d'un réseau étendu d'écoles. En 2002, Fethullah Gülen et Recep T. Erdogan nouent une alliance profitable pour les deux parties : le mouvement Gülen fournit des cadres et des appuis occultes à l'AKP qui, en retour, favorise l'extension de ses réseaux d'influence et le noyautage de l'appareil d'État. La rupture se produit fin 2013, tant en raison des rivalités personnelles entre les deux hommes que pour des oppositions de fond sur l'islamisation de l'espace public, ou encore les relations avec Israël qui se détériorent depuis plusieurs années (relâchement des accords militaires bilatéraux en 2009 ; arraisonnement par des commandos israéliens du *Mavi Marmara* en 2010). Fethullah Gülen est en faveur de compromis plus francs avec la réalité d'un État moderne et il ne cède pas à l'appel de l'anti-occidentalisme. A partir de 2014, le « pouvoir AKP » poursuit les gülenistes accusés par la suite d'avoir organisé la tentative de coup d'États de juillet 2016.

confrérie de Fethullah Gülen, qui fournit des cadres et développe ses réseaux d'influence (Focus 2), des accusations de complot sont lancées contre les personnalités politiques, les intellectuels et les militaires réputés hostiles au pouvoir. Les affaires *Ergenekon* et *Balyoz* déciment les rangs des généraux et officiers supérieurs, plus largement de tous ceux susceptibles de s'opposer à l'AKP et à son chef (Focus 3). Le pouvoir en place se subordonne le Conseil de Sécurité nationale (MGK), longtemps bastion militaire et outil de contrôle du pouvoir civil (1). Celui-ci, après l'échec du coup d'État de juillet 2016, s'arroge le droit de contrôler la hiérarchie militaire et la promotion des officiers. A ces fins, il réorganise le Conseil militaire suprême (2).

Une telle involution était-elle fatale ? Indubitablement, l'islamo-nationalisme de l'AKP et l'histoire politique de la Turquie depuis la refondation nationale y prédisposaient. Les contingences ont bien entendu leur part. Bien que le pouvoir turc, après quelques mois d'hésitations au début de la guerre en Syrie, se fût placé dans le sillage des puissances occidentales, l'irrésolution de ces dernières et le tournant

(1) Établi en 1961, après un premier coup d'État militaire, le MGK (*Milli Güvenlik Kurumu*), Conseil de Sécurité nationale, bien que présidé par le Chef de l'État et comprenant, outre le Chef du gouvernement, les ministres assumant les fonctions régaliennes, est une institution d'essence militaro-sécuritaire qui regroupe le Chef d'état-major, les chefs des différentes armées (Terre, Air, Mer) ainsi que celui de la gendarmerie. La Constitution de 1982, après un nouveau coup d'État, renforce les pouvoirs du MGK. Il surveille le gouvernement désormais placé sous sa tutelle. Avec les réformes voulues par la majorité AKP, les pouvoirs du MGK ont été considérablement réduits. Il est désormais composé de sept civils et cinq militaires. Depuis 2004, le Secrétaire général est un civil. Enfin, le personnel affecté au MGK a été fortement réduit en nombre.

(2) Institué en 1972, le Conseil militaire suprême avait la maîtrise des nominations et des promotions, assurant ainsi l'homogénéité de l'institution militaire. Après l'échec du coup d'État du 15 juillet 2016, le gouvernement turc a modifié la composition du Conseil militaire suprême. Désormais moins nombreux que les représentants du gouvernement, les militaires sont réduits au rôle de conseillers du pouvoir civil. De surcroît, le décret présidentiel du 15 juillet 2018 confie la nomination des officiers généraux et amiraux au Président de la République.



Focus 3 • Les affaires Ergenekon et Balyoz

Ergenekon est le nom d'une supposée conspiration anti-AKP dévoilée en 2007 (*Ergenekon* est la vallée de l'Altaï à l'origine des peuples turco-mongols). Ce réseau regroupait des politiques et intellectuels de l'extrême droite turque et de la gauche kémaliste, ainsi que des journalistes, des magistrats, des militaires et des personnalités de la mafia liées aux services de sécurité. Plus de 500 personnes sont arrêtées et d'autres sont inquiétées par les enquêteurs. Les attentats et manœuvres déstabilisatrices des trois décennies qui précèdent sont attribués à *Ergenekon*. Rapidement, l'affaire est dénoncée par le CHP (Parti républicain du peuple) comme une manipulation de l'AKP et du mouvement Gülen destinée à éliminer leurs ennemis politiques. En 2013, le divorce entre l'AKP et le mouvement Gülen annonce un revirement. Les procès sont provisoirement arrêtés. En avril 2016, la plus haute cour d'appel de Turquie annule les condamnations de 275 personnes. Le 1er juillet 2019, 275 autres sont acquittées après qu'il a été décidé que l'existence d'*Ergenekon* ne pouvait être prouvée. Dans l'intervalle, le plan *Balyoz* (« Masse de forgeron ») d'une vaste opération de déstabilisation a été révélé (2010). Là encore, les zones d'ombre sont nombreuses. En 2012, la plupart des prévenus sont acquittés, mais l'affaire a permis à l'AKP d'écarter la vieille garde de l'armée.

de 2013-2014 ont laissé la Turquie face à de gravissimes problèmes de sécurité sur ses frontières orientales. Le tournant se produit en 2013-2014, lorsque l'Administration Obama renonce à faire respecter ses lignes rouges quant à l'éventuel emploi d'armes chimiques par Damas. L'année suivante surgit l'« État islamique » (Daech), pseudo-califat maître d'un vaste « Sunnistan » à cheval sur la Syrie et l'Irak. Dès lors, les objectifs de la Turquie et de ses alliés occidentaux divergent. Pour les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, la guerre contre l'État islamique est prioritaire, Bachar Al-Assad passant au second plan. Pour la Turquie, la question kurde et la possible formation d'un Kurdistan syrien indépendant de fait, sous l'autorité du PYD (Parti de l'Union démocratique), est première (1). Et la collaboration militaire des forces spéciales occidentales avec l'YPG (Unités de protection du peuple), le bras armé du PYD ou encore les FDS (Forces démocratiques syrienne), dont l'épine dorsale est kurde, est vécue à Ankara comme une trahison.

Dès lors, Ankara fait le grand écart entre son rattachement au camp occidental et, d'autre part, la politique conduite sur le théâtre syro-irakien et dans son environnement régional : jeux tactiques avec la Russie et engagement dans le processus d'Astana et le dialogue de Sotchi ; formation d'un triangle Ankara-Moscou-Téhéran visant à évincer les Occidentaux ; resserrement du partenariat énergétique (*Turk Stream* et centrale nucléaire d'Akkuyu) et militaire (achat de S-400) avec la Russie. Le processus a véritablement été amorcé après le coup d'État militaire raté du 15 juillet 2016, suivi d'importantes purges et d'une chasse aux partisans de Gülen. Depuis, les litiges turco-occidentaux n'ont cessé de monter en puissance, l'engagement militaire en Tripolitaine et les tensions gréco-turques en Méditerranée orientale (été-automne 2020) en donnant la mesure. S'y ajoutent le chantage migratoire et la menace d'instrumentaliser les flux de réfugiés contre l'Europe (Focus 4). On peut juger que le soutien turc à

●
(1) Fondé en 2003 par des membres de PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), le PYD (Parti de l'union démocratique) est un parti de filiation marxiste-léniniste. Il revendique une forme de souveraineté sur la Rojava (le Kurdistan syrien). Le PYD est considéré comme la branche syrienne du PKK, organisation fondée en 1978, dans la province de Diyarbakir (Turquie). Le PKK est classé comme groupe terroriste par les États-Unis, l'Union européenne et l'ensemble des pays occidentaux.

Focus 4 • Le pacte migratoire du 18 mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie

L'Union européenne et la Turquie ont, le 18 mars 2016, conclu un pacte migratoire aux termes duquel Ankara s'engage à lutter contre « les routes de migration irrégulières » (refoulement de l'immigration irrégulière en Grèce vers la Turquie et financement européen des camps de réfugiés en Turquie). La somme globale prévue par l'Union européenne est de six milliards d'euros (4,7 ont été versés selon la Commission). Ankara demande régulièrement une renégociation de cet accord et, à la suite de bombardements russo-syriens dans la zone d'Idlib (Syrie), les autorités turques ont favorisé et encouragé les flux de réfugiés vers la Grèce (îles de la mer Egée et région d'Evros). Avec l'installation d'un corps expéditionnaire turc en Tripolitaine (Libye), la Turquie pourrait contrôler une deuxième route migratoire vers l'Europe.

l'Azerbaïdjan dans la nouvelle guerre du Haut-Karabakh (automne 2020) constitue un cas spécifique, mais il illustre le peu d'influence sur la politique turque de ses alliés occidentaux (1). La « nouvelle Turquie », celle de Recep T. Erdogan et de l'AKP, est devenue un acteur géostratégique, avec sa vue du monde propre, sa hiérarchie des priorités dont découlent ses objectifs stratégiques, des moyens militaires à la mesure des ambitions géopolitiques.

Turquie, OTAN et Occident : quelles perspectives ?

La structure politique interne et la conjoncture internationale

Nombre d'analyses insistent sur les enjeux de la politique intérieure turque censés déterminer la politique étrangère conduite et incarnée par Recep T. Erdogan. Le désastre économique et la descente aux enfers de la livre turque, l'affaiblissement de l'AKP dont témoigne la perte d'Istanbul et de nombreuses grandes villes turques (élections municipales du printemps 2019) et le décrochage dans l'opinion publique expliqueraient l'aventurisme d'une politique étrangère militarisée, avec de multiples engagements (Nord syrien et Kurdistan irakien, Libye, voire le Caucase du Sud). Ainsi la combinaison d'islamo-nationalisme et de panturquisme qui habille la politique étrangère turque ne seraient que des dérivatifs : le Président turc exciterait les passions du « gros animal » qu'est l'opinion publique (selon Platon) afin de conserver

(1) L'accord de cessez-le-feu du 9 novembre dernier entérine la perte de territoires conquis par les Arméniens sur les Azerbaïdjanais, entre 1991 et 1994, ainsi que le déploiement de troupes russes au cœur du Haut-Karabakh. En dépit du fait que Moscou, après avoir laissé l'alliance turco-azerbaïdjanaise produire ses effets militaires (au détriment de l'Arménie), s'emploie à limiter le rôle de la Turquie dans la surveillance du cessez-le-feu, c'est bien un condominium turco-russe sur le Caucase qui prend forme. La France, les États-Unis et le groupe de Minsk, et donc l'OSCE, sont évincés. Au-delà, l'investissement de la Turquie dans le Caucase ainsi que l'activité diplomatique qu'elle déploie en Asie centrale rappellent la prégnance des thèmes eurasiens et pantouraniens.



Focus 5 • Erdogan et les Frères musulmans

C'est en 1928 qu'Hassan el-Banna, instituteur à Ismaïlya (Égypte), fonde la confrérie des Frères musulmans, l'une des matrices historiques de l'Islam politique. La confrérie vilipende la modernité occidentale, le principe même des libertés individuelles et le protectorat sur l'Égypte exercé depuis 1882 par Britanniques. Leur finalité est de renouveler l'Islam, de faire respecter la Charia et de lutter contre l'influence occidentale dans le monde arabo-musulman. Ce mouvement essaime dans l'ensemble du Moyen-Orient, en Afrique du Nord ainsi qu'au Soudan. Il est le vecteur d'une forme de panislamisme sunnite qui élargit les thématiques panarabes et anticoloniales, et les porte sur le plan politico-religieux. Proches des Frères musulmans, Recep T. Erdogan et l'AKP soutiennent cette nébuleuse complexe et labile considérée comme terroriste dans de nombreux pays musulmans dont l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis et l'Égypte.

l'intégralité du pouvoir. En dernière analyse, la politique de Recep T. Erdogan ne serait jamais qu'un grossier machiavélisme dont la patience stratégique et la « main invisible » (le marché) auraient finalement raison. Aussi la récession en cours suscite-t-elle l'espoir non dissimulé que le Président turc, à défaut de prendre conscience de la situation, sera ramené à la raison par les sondages et les futures élections.

Certes, la politique internationale et les rapports entre les unités étatiques sont irréductibles à une mécanique newtonienne : les oscillations et bascules diplomatico-stratégiques ne sont pas le simple effet des modifications dans la répartition des facteurs de puissance entre les États. Toute politique commençant « à la maison », il importe donc de traiter les facteurs domestiques qui déterminent la conduite diplomatico-stratégique d'un État. Encore ne faudrait-il pas projeter sur des puissances révisionnistes et perturbatrices les conditions qui sont celles des démocraties occidentales, soumises au règne de l'opinion, au primat du bien-être ainsi qu'à la démonie de l'économie. Dans le cas de la Turquie, un régime de sécurité nationale, comparable à celui mis en place lors des coups d'État militaires, a pris forme, sous la direction politique d'un *raïs* qui se voit comme le « grand frère » des Frères musulmans (Focus 5). Ce régime de sécurité s'emploie à contrôler la société civile et l'opinion publique. La différence avec les épisodes au cours desquels les militaires exercèrent directement le pouvoir réside dans l'idéologie islamo-nationaliste de l'AKP. Marqués au coin de l'idéologie, les « intérêts nationaux » de la Turquie sont désormais définis de manière extensive. A la différence de la « synthèse turco-islamique » des militaires, dont la fonction était d'abord de faire barrage au communisme et au gauchisme dans la Turquie des années 1970 (Focus 6), l'islamo-nationalisme de Recep T. Erdogan ne constitue pas une « formule politique » machiavélique destinée à la seule reproduction d'un pouvoir de type autocratique.

D'une part, les deux décennies ou presque d'hégémonie de l'AKP ont modifié la sociologie politique de la Turquie (« domestication » des militaires ; renouvellement des cadres politiques, administratifs et judiciaires ; rôle du patronat anatolien ; etc.). Recep T. Erdogan a su mobiliser le pays dans ses profondeurs, le poids des « Turcs noirs » (les paysans d'Anatolie venus grossir les villes) et leur éveil à la politique assurant une islamisation par le bas. Pour le dire autrement, l'Anatolie n'est plus la colonie d'Istanbul. D'autre part, ces transformations politiques internes ont modifié le rapport des Turcs au monde, dans un contexte international bouleversé : lassitude des États-Unis quant à leur rôle de « stabilisateur hégémonique », progression de l'anomie et extension des « zones grises » dans lesquelles les normes et standards internationaux ne s'appliquent plus, sur fond de déplacement des équilibres de

Focus 6 • La « synthèse turco-islamique » des années 1980, première tentative d'islam politique en Turquie

La « synthèse turco-islamique » a pour origine le « Foyer des Intellectuels », une association fondée en 1970, en réponse au « mai 68 turc ». Ledit foyer réunit une centaine d'universitaires, de hauts fonctionnaires et d'hommes politiques, avec pour ambition d'opérer une synthèse entre islamisme et touranisme. Il trace les grandes lignes de ce qui serait une idéologie inspirée de la « culture nationale ». La « synthèse turco-islamique » constitue la nouvelle idéologie officielle professée par les militaires kémalistes, auteurs du coup d'État du 12 septembre 1980. L'idée directrice est de promouvoir une « culture nationale », en partie fondée sur l'Islam, et d'utiliser la religion islamique comme outil de cohésion nationale et frein aux divisions sociales et idéologiques qui marquent la Turquie depuis les années 1970, bouleversée par l'industrialisation et le processus de modernisation. Ainsi les militaires instrumentalisent-ils des versets du Coran pour justifier l'obéissance à l'autorité publique. Dans le Sud-Est de l'Anatolie, ils s'appuieront ensuite sur ces versets pour en appeler à l'union contre les insurgés kurdes. Alors « Chef d'État », le général Evren truffe ses discours de versets coraniques et de références à l'Islam, y compris lorsqu'il évoque la laïcité. Des cours de religion islamique sont introduits dans les établissements scolaires, une mesure intégrée dans le texte de la Constitution de 1982 (article 24, « Liberté de religion et de conscience ». Dès les années 1980, les établissements religieux (écoles Himam-Hatip) voient leurs effectifs s'accroître alors que celui des établissements publics stagne. En 1986, la fondation de la « Haute institution Atatürk de Culture, de langue et d'histoire » consacre la politique turco-islamique des généraux. Selon le rapport adopté par la Haute institution, la culture nationale de la Turquie provient de deux sources : la « culture de la steppe » venue d'Asie centrale avec les peuples turcs ; la religion islamique. Sous l'Empire ottoman, les Turcs ont produit une synthèse qui doit être l'objet d'un développement planifié par l'État. Aussi les emprunts à l'Occident doivent-ils être limités, sans porter atteinte à la culture nationale de la Turquie.

puissance et de richesses vers l'Asie. Source d'inquiétudes en Occident, cet affaiblissement de l'« ordre international libéral » constitue une opportunité pour les États révisionnistes et perturbateurs. Ainsi la « nouvelle Turquie » entend-elle l'appel de l'Orient. Le thème du déclin de l'Occident excite les appétits et le vide géopolitique dans certaines parties du Moyen-Orient conforte les Turcs dans le sentiment que leur heure a sonné.

Lignes de fuite : trois grands « possibles »

L'apparence de désordre et d'improvisation générée par la floraison de différents thèmes (eurasisme et routes de la soie, pan-ottomanisme, panislamisme) ne saurait occulter la volonté de puissance du nouvel acteur géostratégique « Turquie ». L'engagement dans son environnement proche (Nord syrien, Nord irakien, mer Noire, Méditerranée orientale) et plus lointain (golfe Arabo-Persique, mer Rouge et Corne de l'Afrique, Afrique du Nord et Afrique noire) montre la force et l'étendue des appétits turcs.

Dès lors, il importe de prendre la juste mesure des choses et d'envisager les évolutions, voire les révolutions à venir (les « possibles » de la prospective) dans le comportement diplomatico-stratégique de la « nouvelle Turquie », avec leurs implications dans le rapport de ce pays à l'Occident : un « scénario »



optimiste d'un point de vue occidental, un « scénario » pessimiste et un troisième cas de figure qui se veut une synthèse-dépassement des deux premiers « scenarii ». Le premier de ces « possibles » repose sur l'idée que la fragilisation des relations turco-occidentales s'explique par des circonstances exceptionnelles (guerre en Syrie et surgissement de l'« État islamique ») et des erreurs de perception, sources de malentendus. Les Occidentaux n'auraient pas compris la gravité des périls auxquels la Turquie était exposée (possible extension de la guerre en Syrie, flux de réfugiés, extrême sensibilité de la question kurde), ce qui peut expliquer leur refus d'une zone tampon en avant de la frontière turco-syrienne et leurs hésitations quant au déploiement de missiles *Patriots* (1). Du côté turc, les effets provoqués par le surgissement de l'« État islamique » (un moindre mal au regard de la question kurde) et ceux liés à l'acquisition de S-400 russes (un pis-aller) auraient été sous-évalués. Plus d'échanges et une meilleure coordination lèveraient les hypothèques qui pèsent sur les relations turco-occidentales.

Empreint d'irénisme, cet optimisme laisse dubitatif. Un tel « scénario » repose sur la thèse selon laquelle les conflits entre les peuples, les nations et les États s'expliqueraient par des distorsions dans la perception des événements et des malentendus (2). En négociant alternativement avec Vladimir Poutine et Donald Trump, tout en exerçant des pressions militaires, Recep T. Erdogan a bien fini par obtenir la zone tampon revendiquée depuis 2012 avec opiniâtreté. A bien des égards, le Nord Syrien fait désormais figure de province turque, complétée par un (fragile) protectorat militaire sur la plus grande partie du gouvernorat d'Idlib. Au Kurdistan irakien, Ankara mène régulièrement des opérations militaires contre les bases du PKK. Pour autant, la politique étrangère turque n'a pas repris son cours normal. Bien au contraire, les agissements en Méditerranée orientale et le soutien à l'Azerbaïdjan dans sa guerre contre l'Arménie (automne 2020), soutien consacré par un condominium russo-turc au Caucase, témoignent du niveau des ambitions géopolitiques d'Ankara. Un « scénario » diamétralement inverse s'impose donc à l'esprit : les États-Unis et l'Occident seraient en passe de perdre la Turquie qui considérerait l'OTAN comme secondaire et relevant d'une autre époque. Le partenariat stratégique et énergétique étroit négocié avec la Russie irait au-delà des convergences tactiques (Focus 7) (3). Au-delà, les dirigeants turcs, convaincus du déclin irrémédiable de l'Occident, céderaient à l'appel de l'Orient : la Chine et les nouvelles routes de la soie, l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) et le monde islamique, du Maroc à l'Indonésie. Les variantes autour des thématiques eurasistes, néo-ottomanes, pantouraniennes et islamistes seraient l'expression de cette nouvelle orientation.

Dans une telle perspective, le basculement de la Turquie dans le camp des puissances révisionnistes ôterait tout sens et pertinence à sa qualité de membre de l'OTAN. Cette alliance regroupe des puissances conservatrices (les *statu quo powers*) qui, rassemblées sous la direction des États-Unis, visent à assurer leur défense mutuelle et à préserver ce qui peut l'être d'une hégémonie occidentale chancelante. Toutefois, un troisième « scénario », un temps privilégié par certains observateurs français, doit être envisagé : celui du « gaullisme turc ». Sous cet angle, le fait marquant serait la transformation de l'État-nation turc en un véritable acteur géostratégique entendant jouer un rôle et obtenir un statut à la mesure

- (1) Un temps déployés par les États-Unis et certains alliés européens (Allemagne et Espagne) à Gaziantep et Adana, à partir de 2013, ces *Patriots* sont retirés en 2015 au prétexte que la menace essentielle est désormais constituée par l'« État islamique ». Seule l'Espagne maintient plus longtemps ses missiles à Adana, sur la côte méditerranéenne de la Turquie.
- (2) Si l'on va au fond des choses, le socle sur lequel repose cette vision des rapports humains et politiques repose sur une métaphysique du pur hasard érigé en principe universel d'explication, une sorte de pataphysique à la Woody Allen (« *What ever works* »). Cette vision des choses selon laquelle tout ne serait que contingence est le symétrique inverse du complotisme et de sa vision paranoïaque du monde (« Une main cachée dirige ... »).
- (3) Sur les directoires occidentaux, lire Tony Corn, « L'âge des directoires et l'avenir de la France », *Le Débat*, n° 181, 2014/4.

Focus 7 • Les relations russo-turques, entre rivalités et convergences

Appréhendée dans ses temps longs, l'histoire des relations russo-turques est marquée par de nombreuses guerres, mais elle révèle aussi des phases de convergence et d'entente sur le plan diplomatique. Dans la présente conjoncture, la Russie est géographiquement plus éloignée de la Turquie qu'à l'époque des tsars et des sultans-califes ou qu'à celle de la Guerre Froide. Aussi ne constitue-t-elle plus une menace existentielle. Par ailleurs, le partenariat énergétique, pétrogazier, mais aussi nucléaire, ainsi que les liens militaro-industriels tissés avec l'achat des S-400, constituent des vecteurs inscrits dans la durée. Ces solides intérêts permettent de transcender les divergences en Syrie, en Libye ou dans le Caucase. Le récent accord de cessez-le-feu dans le Haut-Karabakh (9 novembre 2020) illustre une fois de plus la réalité d'un condominium turco-russe, Moscou et Ankara démontrant leur capacité à s'entendre au détriment des puissances occidentales.

de ses nouvelles capacités. Afin de gagner en autonomie politique et stratégique, Ankara entendrait développer de nouvelles options et maximiser ses gains. L'objectif à terme serait d'intégrer les directoires informels qui constituent le cœur de l'Occident (voir le G-7 pour les grandes orientations de la politique mondiale ainsi que le Quint qui, un temps, anima l'OTAN) (1). En d'autres termes, la Turquie revendiquerait « une place au soleil » sans vouloir cependant remettre en cause l'essentiel, i.e. son partenariat stratégique bilatéral avec les États-Unis et l'appartenance à l'OTAN. Cette posture équilibre le rapport avec la Russie et permet donc de s'engager avec cette dernière dans une relation qui mêle la rivalité à la coopération. Pareillement, les liens avec les États-Unis conditionnent une politique turque active au Moyen-Orient (2). En somme, Recep T. Erdogan, à l'instar du général De Gaulle en son temps, voudrait concilier l'indépendance nationale et la fidélité de la Turquie à une alliance éprouvée par le temps.

« Work in progress » : les réponses aux défis de la Turquie

Assurément, l'hypothèse d'un « gaullisme turc » avec lequel il serait possible de trouver un terrain d'entente a pour elle l'élégance, au sens où l'on parle de l'élégance d'une équation mathématique. Ce « scénario » est fondé sur la logique, le froid calcul des forces et la raison politique. Peut-être est-ce là que le bât blesse, ce machiavélisme éclairé péchant par excès de rationalisme. Il importe de prendre en compte les logiques profondes de la « nouvelle Turquie », de ce que veut Erdogan et de la manière dont

(1) Rappelons que la Turquie est membre du G-20 qui, après la crise de 2008, a gagné en importance. Depuis, le G-20 a montré ses limites, mais l'appartenance de la Turquie à ce forum traduit les progrès économiques des deux dernières décennies, certes amputés par une profonde récession depuis.

(2) Un hypothétique retrait américain du Moyen-Orient bénéficierait à la Russie et à l'Iran, dès lors en mesure de dominer une large partie de cette région. Une telle situation réduirait les options et les possibilités de la Turquie. Dans le cas d'un renforcement de l'axe entre Israël et les monarchies sunnites du golfe Arabo-Persique (voir la diplomatie Pompeo et les accords d'Abrahams : Israël/Émirats arabes unis ; Israël/Bahreïn et Oman), il en irait de même. D'une manière générale, la Turquie aurait objectivement intérêt à entretenir un étroit partenariat stratégique avec les États-Unis, ces derniers maintenant une « empreinte militaire » sur l'Euphrate.



les dirigeants turcs voient le monde (1). L'attitude à l'égard de la Turquie et les réponses occidentales doivent être fondées non pas sur un exercice de logique pure, mais à partir du comportement de cet État, des actes posés par ses dirigeants, de l'analyse des représentations géopolitiques à travers lesquels ils pensent le monde pour y agir. Or, si les dirigeants occidentaux ont inconsidérément négligé dans un passé proche les intérêts de sécurité de la Turquie, le tir a depuis été corrigé. Cela n'a en rien modifié la conduite de la politique étrangère turque aussi bien sur le plan régional (Moyen-Orient, Méditerranée orientale) que dans un environnement plus lointain (Afrique du Nord, Caucase, mer Rouge), et même outre Atlantique (voir les rapports d'Ankara et de Caracas). C'est donc le deuxième « scénario » qui se révèle le plus adéquat au réel, celui d'une bascule de la Turquie hors de la sphère occidentale et de ses périphéries.

Il est à craindre que le cours pris par la politique étrangère turque, irréductible à la personnalité de Recep T. Erdogan, le soit sous l'effet de forces profondes étudiées plus haut : une sorte de « révolution d'en bas » (le dessous prend le dessus) qui bouleverse la sociologie politique du pays et fait prévaloir une nouvelle classe dirigeante plus représentative des « Turcs noirs » (l'Anatolie profonde). Ce n'est pas d'un simple « moment Erdogan » qu'il s'agit, mais d'un processus au long cours. Ne cédon pas cependant au déterminisme strict : selon une vision dialectique du devenir historique, l'actualisation d'un phénomène potentialise sa contradiction. Sur le plan régional, dans le proche environnement de la Turquie, la politique révisionniste menée par Recep T. Erdogan suscite déjà des réponses et des corrections. En Méditerranée orientale, le partenariat énergétique qui lie la Grèce, Chypre et Israël, renforcés par l'Égypte, est le vecteur d'un rapprochement diplomatique qui dépasse les seuls enjeux gaziers. Sur cette base, un Forum du gaz (*EastMed Forum*) auquel participent la Jordanie et les Émirats arabes unis, inaugure une coopération régionale qui s'étend de la Méditerranée orientale au golfe Arabo-Persique. La France pourrait dès l'an prochain rejoindre ce forum du gaz auprès duquel les États-Unis demandent un statut d'observateur. Un regroupement régional et international de pays bien souvent en froid avec la Turquie s'opère donc dans l'environnement géopolitique de cette dernière, ce qui compense en quelque sorte l'agressive politique turque dans les eaux grecques et chypriotes ainsi que ses prétentions en mer Rouge et au Moyen-Orient. Dans ce nécessaire rééquilibrage régional, la France s'illustre par une diplomatie présidentielle ostentatoire (2), certes, mais aussi par la volonté de combler le vide stratégique généré par un certain abstentionnisme américain. Au partenariat stratégique franco-hellénique s'ajoute une grande manœuvre diplomatique euro-méditerranéenne (3) ainsi que les alliances françaises dans le golfe Arabo-Persique, plus particulièrement avec les Émirats arabes unis.

Il faut en venir enfin à l'OTAN, alliance à laquelle la Turquie ouvre de fait un certain nombre de positions et de possibilités d'action. On connaît l'importance de la base d'Incirlik précédemment mentionnée. Ajoutons y celle de Kürecik, en Anatolie du Sud-Est où se trouve un radar d'alerte de la défense antimissile. Dans le centre du pays, Konya abrite une base d'opérations pour les AWACS de l'OTAN. A Istanbul se trouve le *Nato Rapid Deployable Corps-Turkey* (un élément de la Force de réaction de l'OTAN), et à Izmir, l'*Allied Land Command* (un commandement terrestre). Assurément, la Turquie concentre un certain



(1) Voir Guillaume Perrier, *Dans la tête de Recep Tayyip Erdogan*, Solin/Actes Sud, 2018.

(2) Il importe de ne pas se laisser emporter par les dérives d'une diplomatie publique qui permet au Président turc de battre l'estrade et de transformer cette crise rampante en un affrontement personnel avec son homologue français. Sur le primat malsain des enjeux intérieurs dans la posture diplomatique présidentielle, voir Christophe Ayad, « La diplomatie d'Emmanuel Macron, à usage interne, montre ses limites », *Le Monde*, 10 novembre 2020.

(3) Le 10 septembre 2020, la France a accueilli à Ajaccio un sommet de l'EuroMed 7, regroupement informel de sept pays (France, Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Chypre, Malte) inauguré en 2016. Ces pays ont soutenu la Grèce et Chypre dans leur litige maritime avec la Turquie et discuté de l'opération européenne Irini mise au service de l'embargo des Nations unies en Libye.

nombre de positions et d'« actifs » géostratégiques précieux pour l'OTAN. Il reste que l'analyse géopolitique n'est pas réductible à la géostratégie : il lui faut intégrer la nature du régime qui mobilise les ressources d'un pays, les représentations géopolitiques des dirigeants dans lesquelles s'inscrivent leurs buts politiques, *in fine* l'intention stratégique du régime. Dans le cas de la Turquie, l'hostilité à l'encontre de certains de ses alliés ainsi qu'un partenariat stratégique avec la Russie qui met en péril la cohérence stratégique de la défense atlantique (voir le choix du S-400), pourraient frapper de vacuité les arguments géostratégiques en faveur d'Ankara.

Au vrai, la Turquie n'est plus fiable. Il existe en revanche d'autres options stratégiques en mesure de compenser une bascule pure et simple de la Turquie. La Grèce, continentale et archipélagique, offre de nombreuses possibilités. D'ores et déjà, les États-Unis ont obtenu un accès élargi à la base de Souda (Crète), à des bases situées en Thessalie, en Thrace occidentale (à proximité du détroit des Dardanelles). Dans le bassin de la mer Noire, la Roumanie, la Bulgarie, voire l'Ukraine et la Géorgie, sont autant de points d'appui pouvant pallier une défection turque. Au Moyen-Orient, la Jordanie ainsi que les différentes bases dont les États-Unis, le Royaume-Uni et la France disposent dans le golfe Arabo-Persique ouvrent d'autres options stratégiques. Assurément, la Turquie est une précieuse alliée, mais elle n'est pas irremplaçable. Et si elle les y contraint, il faudra bien que les Occidentaux fassent de nécessité vertu.

Sortir enfin des paradoxes sorites

Non sans raison, les sceptiques argueront de l'inexistence de mécanisme de sortie à l'intérieur de l'OTAN. D'une part, à défaut de dispositif juridique prévu et éprouvé, l'article 13 pourrait être la base d'un tel processus. D'autre part, les problèmes stratégiques et géopolitiques ne sont pas réductibles à des questions de droit. Pour le tenant du droit naturel classique lui-même, la politique est un art de la prudence, les questions à traiter appartenant au domaine de la contingence (le droit, au sens positif du terme, ne se pose pas de lui-même). En d'autres termes, une situation d'exception peut appeler des mesures d'exception. La vraie question est de savoir si nous en sommes arrivés à ce point. Ces dernières années, les alliés, avec le comportement de la Turquie, ont été confrontés aux paradoxes sorites, illustrés par le paradoxe du chauve : à partir de quel cheveu perdu un chauve doit-il être considéré comme tel ? Pris un à un, certains des griefs de la Turquie sont recevables, et l'on peut comprendre par exemple le refus de l'irrédentisme kurde et la volonté de s'assurer une zone tampon en avant de ses frontières avec la Syrie et l'Irak. Par ailleurs, l'examen d'une carte de la mer Egée montre bien que le droit maritime ne peut être appliqué de façon mécanique. Cependant, le discours de Recep T. Erdogan va bien au-delà, et le révisionnisme géopolitique du Président turc se traduit déjà en actes. Du point de vue de l'OTAN, l'acquisition par la Turquie de S-400, leur test récent et le probable déploiement de ces missiles russes constitueraient un point de non-retour. Le problème turc en son sein pourrait-il être provisoirement reporté au moyen d'une « OTAN + » reléguant ce pays aux seconds rôles, avec une coordination politique minimale pour faire face à une menace massive, et le maintien de l'interopérabilité militaire interalliée ? Il serait possible aussi d'envisager une Turquie hors de la structure militaire intégrée qui demeurerait dans l'Alliance atlantique. Une telle formule préserverait l'avenir d'autant plus qu'une sortie pure et simple de la Turquie pourrait entraîner un effet-domino (moins probable avec Joe Biden à la tête des États-Unis).



Le problème réside dans le fait que la « nouvelle Turquie », incarnée par Recep T. Erdogan, s'est insurgée contre ce statut d'allié subordonné qui était le sien au cours de la Guerre Froide. A tout le moins, la latitude d'action est donc réduite et le temps nous est compté. Dans ses relations avec Donald Trump comme avec Vladimir Poutine, Recep T. Erdogan a montré dans un passé récent qu'il était sensible aux rapports de force, ce qui laisse supposer un certain sens des réalités. Il appartient donc aux principaux États européens de parvenir à un consensus, en tout premier lieu au sein de l'E-3 (Paris-Berlin-Londres) et d'intégrer la question turque dans une initiative euro-américaine visant à refonder les liens transatlantiques. En d'autres termes et s'il n'est pas possible de segmenter les litiges turco-occidentaux, la « nouvelle Turquie » doit être interpellée avec vigueur : ou le *Raïs* turc respecte les obligations entre alliés, ou il assume les conséquences, voulues et non voulues, de sa politique révisionniste qui conduit à la rupture des liens avec l'Occident. En l'état des choses, l'« éléphant noir » barre l'horizon.

Sur un autre plan, la dérive de la Turquie et son positionnement anti-occidental, peut-être définitifs, devraient être médités. Plutôt que de privilégier le « millénarisme » technicien et la croyance dans les vertus apaisantes de la modernité, il serait urgent de relire Arnold Toynbee. Lorsqu'une civilisation a atteint et dépassé son acmé, il est vain et illusoire de penser pouvoir étendre à l'infini ses frontières et lignes d'action. La priorité n'est plus la mission civilisatrice, mais la défense du *limes*, au moyen d'une recomposition des alliances si nécessaire. D'une autre manière, c'est ce qu'expliquent Paul Kennedy et l'ensemble des historiens ou géopolitologues qui soulignent les périls de l'hyperextension stratégique (« *strategic over extension* »). Les répercussions seraient redoutables – songeons au renforcement des liens d'Ankara avec Moscou et Téhéran –, mais il ne sera pas possible de maintenir l'alliance turque indépendamment de la volonté d'Ankara. « *It's up to you!* », comme l'on dit à Washington. Dans une telle perspective, aux alliés européens de combler les vides dans les rangs.

Nos publications



- Au-delà de l'incertitude électorale américaine : enjeux et lignes d'action pour l'Europe**, Jean-Sylvestre Mongrenier, novembre 2020
- Le monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétique**, livre de Jean-Sylvestre Mongrenier, PUF, octobre 2020
- Islamisme : pour une politique intégrale**, Jean-Thomas Lesueur, octobre 2020
- Le gaz au-delà de 2050 ?**, livre de Jean-Pierre Schaecken Willemaers, L'Harmattan, octobre 2020
- Géopolitique de l'Europe**, livre de Jean-Sylvestre Mongrenier, PUF, collection « Que sais-je ? », octobre 2020
- Restitution du patrimoine culturel africain : une erreur culturelle, une faute politique**, Julien Volper, septembre 2020
- Les falsifications historiques du discours géopolitique chinois**, Jean-Sylvestre Mongrenier, juin 2020
- Propositions pour relocaliser la production de médicaments en France**, Sébastien Laye, juin 2020
- L'annihilation programmée de Hong-Kong impose une clarification de la politique de la France**, J.-S. Mongrenier et L. Amelot, juin 2020
- Portée juridique et politique des décisions de la Cour de Karlsruhe : l'UE en quête de sa légitimité**, Jérôme Soibinet, mai 2020
- Traçage numérique : pourquoi c'est non**, Cyrille Dalmont, avril 2020
- Pourquoi faut-il soutenir l'île-État de Taïwan ?**, Jean-Sylvestre Mongrenier et Laurent Amelot, avril 2020
- La planète à l'heure du coronavirus : un monde affolé qui bascule dans l'inconnu**, Jean-Sylvestre Mongrenier, mars 2020
- Municipales 2020 : propositions pour la revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs**, Édouard Guillot, février 2020
- Municipales 2020 : propositions pour la famille et les solidarités de proximité**, Elizabeth Montfort, février 2020
- Municipales 2020 : propositions pour la sécurité**, Édouard Guillot, février 2020
- Municipales 2020 : propositions pour l'écologie locale**, Jean-Thomas Lesueur et Édouard Guillot, février 2020
- Municipales 2020 : propositions pour le développement économique local**, Sébastien Laye, février 2020
- De l'« OTAN arabe » à l'« OTAN Moyen-Orient » : quels enjeux pour les puissances occidentales ?**, Jean-Sylvestre Mongrenier, janvier 2020
- Conférence sur l'avenir de l'Europe : beaucoup de bruit pour rien ?**, Jérôme Soibinet, décembre 2019
- Nation et religion : l'expérience marocaine**, Sophie de Peyret, décembre 2019
- Les causes monétaires de l'échec économique français**, Sébastien Laye et Didier Long, décembre 2019
- Macron, l'OTAN et la défense de l'Europe : un président ne devrait pas dire ça**, Jean-Sylvestre Mongrenier, novembre 2019
- L'islam en France, le temps des solutions : 35 propositions pour agir maintenant**, Sophie de Peyret, novembre 2019
- Emmanuel Macron au piège de la « souveraineté européenne »**, Jérôme Soibinet, octobre 2019
- L'opération turque dans le Nord-Est syrien, sa portée militaire et ses perspectives géopolitiques**, Jean-Sylvestre Mongrenier, octobre 2019
- Terrorisme et lutte contre le financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest**, A. Tisseron, également disponible en anglais, septembre 2019
- Libertés religieuses : le Parti communiste chinois contre les religions**, E. Dubois de Prisque et J.-S. Mongrenier, septembre 2019
- Familles monoparentales et PMA : quand la loi fabrique de la fragilité sociale**, Elizabeth Montfort, septembre 2019
- Projet de loi « engagement et proximité » : un geste pour les communes modeste et technocratique**, Jean-Thomas Lesueur, juillet 2019
- Le système de crédit social : comment la Chine évalue, récompense et punit sa population**, Emmanuel Dubois de Prisque, juillet 2019
- PMA, filiation, transmission : quels sont les besoins de l'enfant ?**, E. Montfort, M. Fontanon-Missenard, Ch. Flavigny et Ch. Delsol, juin 2019
- Géopolitique et ambitions militaires de la France : l'Europe ne suffit pas**, Jean-Sylvestre Mongrenier, juin 2019
- Après les élections du 26 mai, la « doctrine Macron » à l'assaut de l'Europe**, Jean-Thomas Lesueur et Jérôme Soibinet, mai 2019
- L'« armée européenne », la défense de l'Europe et les enjeux géopolitiques occidentaux**, Jean-Sylvestre Mongrenier, mai 2019
- Principes, institutions, compétences : recentrer l'Union européenne**, rapport, mai 2019
- Pour une autre politique monétaire. Flexibiliser l'euro et réformer la BCE**, Sébastien Laye, mai 2019
- Quelle contribution européenne face aux nouveaux défis de l'immigration ?**, rapport, avril 2019
- Les origines économiques du mouvement des « gilets jaunes »**, Sébastien Laye, mars 2019
- Usage et force des symboles dans la stratégie de Daesh. L'exemple du drapeau**, Sophie de Peyret, mars 2019
- Politique française dans le golfe Arabo-persique : une nécessaire clarification**, Jean-Sylvestre Mongrenier, mars 2019
- Menace jihadiste : les États du golfe de Guinée au pied du mur**, Antonin Tisseron, également disponible en anglais, mars 2019
- Pour une école de la liberté et des responsabilités**, rapport, février 2019
- La démocratie en circuit court. Plaidoyer pour la réforme de l'État, la décentralisation et le RIP local**, Jean-Thomas Lesueur, février 2019
- La Chine e(s)t le monde. Essai sur la sino-mondialisation**, livre d'E. Dubois de Prisque et S. Boisseau du Rocher, éditions Odile Jacob, 2019
- Les migrations de masse, le droit international et le « Pacte mondial » de l'ONU**, Jean-Thomas Lesueur, décembre 2018
- Intelligence artificielle et santé : 10 propositions anti-brouillard pour régulation éclairée**, Cyrille Dalmont, novembre 2018
- Chine-Afrique : au-delà des intérêts économiques, l'indifférence réciproque**, Emmanuel Dubois de Prisque, septembre 2018
- 2008-2018 : a-t-on retenu les leçons de la crise financière ?**, Sébastien Laye, septembre 2018
- Stabiliser le Moyen-Orient : acteurs, menaces, stratégies**, Jean-Sylvestre Mongrenier, disponible en anglais, juillet 2018
- La Pologne, acteur géostratégique émergent et puissance européenne**, Jean-Sylvestre Mongrenier, juin 2018
- L'accord nucléaire iranien, la stratégie américaine et les illusions européennes**, Jean-Sylvestre Mongrenier, mai 2018
- Quelle politique migratoire pour la France ?**, Jean-Thomas Lesueur, mai 2018
- Brexit : quelles conséquences pour la puissance britannique ?**, Pierre-Alain Coffinier, également disponible en anglais, avril 2018
- Péril sur l'électricité belge**, livre de Jean-Pierre Schaecken Willemaers, Bruxelles, Texquis, 2018
- La France a-t-elle besoin d'un deuxième porte-avions ?**, Jean-Sylvestre Mongrenier, 2^e édition, avril 2018
- Formation professionnelle : 6 propositions pour aller plus loin**, Michel Fourmy, avril 2018
- Le modèle scandinave est-il bon pour la France ?**, Sébastien Laye, février 2018
- Coopération structurée permanente : un étroit chemin vers une défense européenne**, Jean-Sylvestre Mongrenier, décembre 2017
- Stratégie américaine au Sahel : vers un tournant décisif ?**, Jérôme Pigné, novembre 2017
- XIXe congrès du PCC : le triomphe de la religion politique chinoise**, Emmanuel Dubois de Prisque, octobre 2017

Programme
Enjeux internationaux

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le Programme « Enjeux internationaux » décrypte les dynamiques géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Paris

8, rue Monsigny, F-75 002 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Avenue Walkiers, 45, B-1160 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, novembre 2020

